

Michel Fayad : " De nombreux Iraniens considèrent déjà l'ascension de Mojtaba Khamenei comme le symbole d'un régime devenu dynastique, fermé et de plus en plus brutal "

[La Nouvelle Revue Politique](#)

Que retenir de l'intervention de Mojtaba Khamenei ? Et que savons-nous de son état de santé ?

La première intervention publique attribuée au nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei, a avant tout une fonction politique : affirmer la continuité du régime au moment où celui-ci traverse la crise la plus grave de son histoire récente. Le message, diffusé sous forme écrite et lu à la télévision d'État, insiste sur l'unité nationale, la poursuite de la lutte contre les États-Unis et Israël, et la volonté de maintenir la pression stratégique sur les routes énergétiques mondiales, notamment par la fermeture du détroit d'Ormuz.

Sur le plan doctrinal, cette intervention ne marque aucune inflexion. Elle s'inscrit au contraire dans la continuité la plus stricte de la vision développée depuis des décennies par la République islamique : confrontation avec l'Occident, valorisation de la résistance révolutionnaire et légitimation de la violence politique au nom d'un projet idéologique religieux. La nomination de Mojtaba, considéré comme un ultraconservateur étroitement lié aux Pasdaran, confirme d'ailleurs que le régime ne cherche pas à se réformer mais à se durcir.

La question de son état de santé reste entourée d'incertitudes. Plusieurs informations concordantes indiquent qu'il a été blessé lors des frappes initiales qui ont tué son père, Ali Khamenei, au début de la guerre. Toutefois, aucune apparition publique n'a eu lieu depuis sa désignation, ce qui alimente les spéculations. En l'absence de confirmation solide, il est raisonnable de considérer que cette discrétion relève à la fois de raisons sécuritaires — les dirigeants iraniens étant désormais des cibles militaires — et de la volonté du régime de contrôler strictement sa communication.

Faut-il s'attendre dans les heures et les jours à venir à une intensification des frappes américano-israéliennes et quel peut être le niveau de riposte du régime des mollahs ?

La dynamique militaire actuelle suggère fortement une poursuite, voire une intensification, de la campagne aérienne menée par Israël avec l'appui des États-Unis. Les frappes initiales ont visé la décapitation partielle du commandement et certaines infrastructures critiques, mais les opérations semblent désormais orientées vers une stratégie plus large : neutralisation durable des capacités militaires et balistiques iraniennes, et affaiblissement des structures stratégiques du régime.

Face à cette supériorité militaire conventionnelle, la République islamique n'a guère d'autre choix que de privilégier une riposte asymétrique. Celle-ci repose sur plusieurs leviers : tirs de missiles et de drones, attaques contre des bases américaines dans la région, actions menées par des organisations alliées et, surtout, pression sur les flux énergétiques internationaux. La fermeture ou la perturbation du détroit d'Ormuz constitue à cet égard une arme économique majeure, puisqu'une part considérable du pétrole mondial transite par ce passage maritime.

La stratégie iranienne n'est donc pas celle d'une victoire militaire classique, mais celle d'une guerre de coûts, visant à rendre l'opération trop coûteuse politiquement et économiquement pour ses adversaires.

Est-ce que, faute d'un effondrement rapide du régime et des structures le soutenant, le risque d'enlèvement ne peut-il pas profiter à la République islamique ?

Oui, et c'est probablement l'un des scénarios les plus préoccupants. L'histoire de la République islamique montre que ce régime autoritaire a souvent trouvé dans les crises extérieures un moyen de renforcer sa cohésion interne. Une guerre prolongée permet de mobiliser le nationalisme, de délégitimer toute opposition interne en l'assimilant à une trahison et de renforcer le rôle de l'appareil sécuritaire, notamment celui des Pasdaran.

Il serait toutefois erroné d'interpréter cette résilience comme une force structurelle. Elle repose en réalité sur un système de pouvoir coercitif profondément impopulaire, maintenu par la surveillance, la répression et le contrôle idéologique. De nombreux Iraniens considèrent déjà l'ascension de Mojtaba Khamenei comme le symbole d'un régime devenu dynastique, fermé et de plus en plus brutal.

Dans ce contexte, un enlèvement pourrait certes permettre au régime de survivre à court terme, mais au prix d'un affaiblissement économique et social considérable qui accentuerait encore la fracture entre l'État et la société iranienne.

On parle de divergences stratégiques entre Tel-Aviv et Washington...

Malgré la coopération militaire étroite entre Israël et les États-Unis, leurs objectifs stratégiques ne sont pas parfaitement identiques.

Pour Israël, l'Iran représente une menace existentielle. L'objectif stratégique est donc de neutraliser durablement les capacités militaires et nucléaires du régime et, si possible, de provoquer un affaiblissement profond de son appareil de pouvoir. Cette logique peut conduire à privilégier une campagne militaire longue et systématique.

Les États-Unis, en revanche, doivent intégrer des contraintes beaucoup plus larges : stabilité du Moyen-Orient, risques d'escalade régionale, impact sur les marchés énergétiques mondiaux et coût politique d'un engagement militaire prolongé. Washington peut donc être tenté de limiter l'objectif de la guerre à la dégradation des capacités stratégiques iraniennes, plutôt qu'à la transformation radicale du régime.

Cette différence d'approche ne signifie pas rupture entre les deux alliés, mais elle pourrait devenir plus visible si la guerre devait se prolonger. Elle renvoie à une question centrale de toute intervention militaire : s'agit-il simplement de neutraliser une menace ou de provoquer une transformation politique profonde de l'Iran ?